



Récépissé N°598/2021RDJ/C19/SAAP du 20/08/2021

400FCFA

La Voix

du Consommateur

Directeur de Publication : Alphonse AYISSI ABENA - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

TENSIONS POST-ÉLECTORALES

Transport interurbain paralysé



Pages 2,3&4

La présence accrue de forces de sécurité, bien que rassurante pour certains, intimide d'autres. Elle freine le retour à une normalité fluide, maintenant un sentiment d'insécurité latente. Malgré l'appel du Ministre du commerce à une reprise sereine des activités, plusieurs bus et camions semi-remorque restent cloués au sol.

ARRESTATIONS DES LEADERS D'OPINION

Leur libération inconditionnelle très réclamée !



Le Mrc, la France, le Canada et plusieurs Ongs exigent que "la démocratie, les libertés fondamentales et l'État de droit soient scrupuleusement respectés". Page 7

SA MAJESTÉ SOKOUDJOU

Page 9

« Il n'y a aucun honneur
à avoir une victoire sur
son peuple en exerçant
la force, la répression »

SCB CAMEROUN

Page 11

Déjà 130 GAB installés à travers le pays !

CAMEROUN

Calme Précaire Après Violences Électorales



Le Cameroun respire un calme fragile après des manifestations sanglantes suite à la réélection de Paul Biya. L'opposant Tchiroma exhorte à la paix tout en maintenant la pression. Que réserve la suite pour ce pays en ébullition ?

Imaginez un pays où une élection présidentielle déclenche des vagues de contestation, transformant des rues animées en scènes de tension palpable. Au Cameroun, après l'annonce de la réélection d'un président octogénaire au pouvoir depuis plus de quatre décennies, le calme revient doucement, mais les cicatrices des troubles récents persistent. Ce retour à la normale, timide et surveillé, soulève des questions sur l'avenir d'une nation divisée entre fidélité au régime et soif de changement.

Un Retour au Calme Fragile dans les Grandes Villes

Mercredi matin, les activités quotidiennes reprennent peu à peu dans les métropoles camerounaises. À Douala et Yaoundé, les boutiques ouvrent leurs rideaux avec prudence, accueillant un flux modeste de clients. La présence massive des forces de l'ordre rappelle que la vigilance reste de mise.

Ces villes, secouées par des manifestations depuis lundi, montrent des signes de résilience. Les marchés, habituellement bruyants

et colorés, fonctionnent au ralenti. Les habitants observent, évaluent les risques avant de vaquer pleinement à leurs occupations.

La Situation à Garoua, Fief de l'Opposition

Dans le nord du pays, Garoua concentre une grande partie des mobilisations. Certains commerçants reprennent leurs affaires, mais les écoles demeurent closes. Un parent confie son hésitation : attendre une semaine supplémentaire pour la sécurité de ses enfants.

Cette prudence illustre la peur résiduelle après des jours agités. Les familles priorisent la protection, préférant observer l'évolution avant de retrouver une routine complète. Garoua, bastion de l'opposant principal, symbolise cette tension entre reprise et méfiance.

Je préfère observer jusqu'à la semaine prochaine, sinon mes enfants ne sortent pas.

Cette citation d'un parent anonyme résume l'état d'esprit général. La fermeture des établissements éducatifs prive les jeunes d'apprentissage, prolongeant l'impact des troubles sur la vie quotidienne.

Les Manifestations : Sporadiques et Limitées

Depuis l'annonce des résultats électoraux, des protestations éclatent par intermittence. Elles rassemblent au maximum quelques centaines de jeunes, avides de renouveau. Ces rassemblements, bien que restreints, ont suffi à perturber l'ordre public.

Les forces de sécurité interviennent avec fermeté, menant à une répression sévère. Le régime en

place ne tolère pas ces expressions de mécontentement, voyant en elles une menace à la stabilité nouvellement proclamée.

Ces événements soulignent un fossé générationnel. Les jeunes, moteur de ces mobilisations, contrastent avec une population plus âgée attachée à la continuité. Cette dynamique révèle les frustrations accumulées au fil des ans.

Paul Biya : Une Réélection pour un Huitième Mandat

À 92 ans, le président au pouvoir depuis 43 ans obtient un nouveau terme. Cette longévité politique exceptionnelle divise profondément la société camerounaise. Pour certains, elle représente la stabilité ; pour d'autres, un frein au progrès.

L'annonce des résultats déclenche immédiatement des réactions vives. La contestation ne se limite pas à des mots : elle prend la forme d'actions dans les rues. Le maintien au pouvoir d'une figure historique défie les aspirations au changement.

Cette réélection prolonge un règne commencé en 1982. Elle interroge sur la vitalité démocratique dans un contexte où l'opposition peine à s'imposer. Les enjeux dépassent le scrutin pour toucher à l'avenir institutionnel du pays.

Issa Tchiroma Bakary : L'Opposant qui Revendique la Victoire

Ancien ministre reconverti en challenger, Issa Tchiroma Bakary surprend par son aura auprès des jeunes. Il affirme avoir remporté l'élection et mobilise ses partisans pour défendre cette prétendue victoire. Son passage de l'intérieur du

système à l'opposition marque un tournant personnel et politique.

Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux dans la nuit de mardi à mercredi, il lance un appel clair. Il insiste sur la détermination sans violence, prônant l'unité comme arme principale. Ce message vise à canaliser l'énergie contestataire vers une voie non destructrice.

Le temps est venu. Restons debout, déterminés, mais pacifiques. Car notre force, c'est notre unité. Et notre victoire, personne ne pourra nous la voler.

Cette déclaration nocturne renforce la mobilisation. Tchiroma promet une résistance continue jusqu'à ce qu'il estime la justice rendue. Ses mots résonnent particulièrement chez une jeunesse en quête de leadership alternatif.

Il ajoute une note d'optimisme : la victoire finale semble inévitable grâce à la cohésion. Ce discours stratégique évite l'escalade tout en maintenant la pression sur le pouvoir en place.

Nous restons tous mobilisés, et continuerons à résister jusqu'à la Victoire finale.

Ces appels répétés à la défense pacifique contrastent avec les violences observées. Tchiroma positionne son mouvement comme légitime et mesuré, cherchant à gagner en crédibilité internationale.

Le Bilan des Violences Reconnu par le Gouvernement

Mardi, les autorités admettent des décès lors des affrontements. Aucun détail précis n'accompagne cette reconnaissance : ni dates, ni chiffres exacts. Cette opacité alimente les spéculations et les cri-

tiques.

Le ministre de l’Administration territoriale dénonce les dégâts matériels. Édifices publics, commerces et propriétés privées ont subi incendies, saccages et pillages. Il pointe du doigt l’opposant principal comme responsable.

Cette accusation vise à discréditer le mouvement contestataire. Le ministre promet que les instigateurs répondront devant la justice. Une telle rhétorique durcit les positions de part et d’autre.

Points clés des déclarations gouvernementales :

-Reconnaissance de morts sans bilan chiffré

Dénonciation de destructions massives

Accusation directe contre l’opposition

Promesse de poursuites judiciaires

Ces éléments officiels contrastent avec les appels à la paix de l’opposition. Ils illustrent une fracture profonde dans la narration des événements récents.

Réactions Internationales : Préoccupation et Appels au Dialogue

La communauté internationale exprime son inquiétude. L’Union européenne condamne l’usage excessif de la force et les atteintes aux droits humains par les forces de sécurité. Cette position met en lumière les dérives observées lors de la répression.

L’Union Africaine, quant à elle, privilégie la voie du dialogue. Elle se dit vivement préoccupée par les violences, les arrestations et la répression. Son appel vise à apaiser les tensions par la concertation.

L’ONU complète ce concert de voix en demandant retenue et enquêtes. Elle insiste sur la nécessité de mettre fin aux violences. Ces interventions extérieures soulignent l’enjeu régional et mondial de la stabilité camerounaise.

Ces réactions unanimes pressent le Cameroun à privilégier la paix. Elles pourraient influencer les développements futurs, en exerçant une pression diplomatique sur le régime.

Les Enjeux d’une Mobilisation Pacifique

L’appel de Tchiroma à rester pacifique représente une stratégie clé. En évitant la violence, l’opposition cherche à légitimer sa cause. Cela complique la répression justifiée par le pouvoir.

Cette approche met l’accent sur l’unité comme force motrice. Les partisans sont encouragés à persévérer sans recourir à des actes destructeurs. Une telle discipline pourrait élargir le soutien populaire.

Toutefois, maintenir cette ligne

Organisation	Position Principale
Union Européenne	Déplore violence excessive et violations droits hu
Union Africaine	Appel au dialogue, préoccupée par répression
ONU	Retenue, enquêtes, fin des violences

dans un climat tendu s’avère challenging. Les frustrations accumulées risquent de déborder, malgré les exhortations au calme.

Impact sur la Vie Quotidienne et l’Économie Locale

Les troubles affectent directement l’économie informelle dominante. Commerçants et artisans subissent des pertes dues aux fermetures forcées. La reprise timide ne compense pas encore les jours perdus.

Les écoles fermées perturbent l’éducation de milliers d’enfants. Cette interruption prolongée pourrait avoir des conséquences à long terme sur une génération déjà confrontée à des défis.

La présence accrue de sécurité, bien que rassurante pour certains, intimide d’autres. Elle freine le retour à une normalité fluide, maintenant un sentiment d’insécurité latente.

Conséquences observées :

- 1. Fermeture prolongée des marchés et boutiques
- 2. Absence scolaire généralisée
- 3. Réduction de la mobilité citoyenne
- 4. Pertes économiques pour les petits commerçants

Ces impacts concrets touchent les plus vulnérables. Ils amplifient les inégalités existantes dans un contexte post-électoral déjà fragile.

Perspectives d’Avenir : Entre Dialogue et Confrontation

Le calme actuel pourrait n’être qu’une pause. La revendication de victoire par l’opposition maintient la pression. Sans concessions, de nouvelles mobilisations pacifiques pourraient émerger.

Les appels internationaux au dialogue offrent une voie possible. Une concertation inclusive pourrait désamorcer la crise. Cependant, la volonté politique des deux camps reste incertaine.

La jeunesse, acteur central, déterminera largement l’évolution. Son engagement pacifique, inspiré par Tchiroma, pourrait forcer un débat national sur la gouvernance.

À l’inverse, une répression accrue risquerait d’enflammer les esprits. L’équilibre précaire dépend de choix stratégiques imminents de part et d’autre.

Rôle des Réseaux Sociaux dans la Mobilisation

Les plateformes numériques jouent un rôle pivotal. La vidéo de Tchiroma, diffusée en pleine nuit, atteint rapidement un large public. Elles permettent une coordination rapide et une diffusion massive des messages.

Cette utilisation stratégique amplifie la voix de l’opposition. Elle contourne les médias traditionnels souvent alignés sur le pouvoir. Les jeunes, connectés, deviennent des relais efficaces.

Toutefois, les autorités surveillent ces espaces. Des risques de censure ou de désinformation planent, compliquant la communication contestataire.

Comparaison avec des Crises Électorales Passées

Le Cameroun n’en est pas à sa première contestation post-électorale. Des précédents montrent des patterns similaires : annonces contestées, manifestations, répression. Apprendre de ces épisodes pourrait guider vers des solutions durables.

La longévité du président actuel distingue ce cas. Elle accentue le sentiment d’immobilisme perçu par une partie de la population. Cela nourrit un désir de rupture plus prononcé.

Les dynamiques actuelles, avec un opposant charismatique auprès des jeunes, introduisent une nouveauté. Cela pourrait marquer un tournant dans l’histoire politique récente du pays.

Conséquences Potentielles sur la Stabilité Régionale

Le Cameroun, pivot en Afrique centrale, influence ses voisins. Une instabilité prolongée pourrait avoir des répercussions transfrontalières. Réfugiés, tensions économiques ou inspirations contestataires menacent la région.

Les organisations continentales, conscientes de cet enjeu, insistent sur le dialogue. Une résolution pacifique bénéficierait à l’ensemble de la sous-région.

Inversement, une escalade attirerait l’attention internationale accrue. Des sanctions ou médiations pourraient s’imposer, altérant les équilibres géopolitiques locaux.

Voix des Citoyens : Témoignages et Sentiments

Au-delà des déclarations officielles, les habitants expriment des émotions variées. Peur, espoir, résignation se mêlent dans les conversations quotidiennes. Ces voix anonymes humanisent la crise.

Certains soutiennent le régime pour sa longévité perçue comme gage de paix. D’autres aspirent à un renouvellement, voyant en Tchiroma un vecteur de changement. Cette polarisation traverse familles et communautés.

Les femmes, souvent en première ligne pour la subsistance familiale, appellent à la fin des disruptions. Leur perspective pragmatique influence les débats de fond.

Défis pour une Transition Pacifique

Atteindre une résolution sans violence supplémentaire exige des efforts mutuels. Le pouvoir doit ouvrir des espaces de discussion. L’opposition, prouver sa capacité à gouverner de manière inclusive.

Des réformes électorales pourraient restaurer la confiance. Transparence, observation indépendante figurent parmi les demandes récurrentes. Leur mise en œuvre testerait la sincérité des engagements.

La société civile, traditionnellement active, pourrait médiatiser. Son rôle dans la facilitation du dialogue s’avère crucial pour éviter un enlèvement.

Conclusion : Vers une Victoire de la Paix ?

Le Cameroun navigue en eaux troubles, entre calme apparent et tensions sous-jacentes. L’appel à la mobilisation pacifique offre une lueur d’espoir. Reste à voir si tous les acteurs saisiront cette opportunité pour un avenir apaisé.

Les prochains jours s’annoncent décisifs. La détermination des uns, la retenue des autres, façonneront le destin national. Une nation unie dans la diversité émerge-t-elle de cette épreuve ?

Cette situation rappelle que la démocratie vit de débats vigoureux mais respectueux. Au Cameroun, l’issue dépendra de la capacité collective à privilégier le dialogue sur la confrontation.

Par Steven Soarez

CRISE POST-ÉLECTORALE

Suite à l'annonce de la hausse des prix de certaines denrées alimentaires en raison des manifestations post-électorales, le ministre camerounais du commerce invite les opérateurs économiques à reprendre "sereinement" leurs activités aux fins d'approvisionnement des populations en denrées alimentaires

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DU COMMERCE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRADE

Yaoundé, le 29 Octobre 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Ministre du Commerce, Monsieur Luc Magloire MBARGA ATANGANA, a l'honneur d'inviter les opérateurs économiques, notamment ceux du secteur de la distribution, à reprendre sereinement, sans délai, leurs activités, afin de permettre aux populations de continuer à s'approvisionner en denrées nécessaires à leur alimentation quotidienne, à l'abri de toute pénurie et des manœuvres spéculatives qui en découlent généralement.

Le Ministre du Commerce tient à cet égard à les assurer que toutes les dispositions sont prises par les Autorités compétentes pour garantir la sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire national.

A l'adresse des populations, le Ministre du Commerce rappelle que les stocks des produits de grande consommation sont en quantité suffisante pour couvrir la demande des ménages au moins jusqu'à la fin du 1^{er} trimestre 2026, voire au-delà. Il n'y a par conséquent pas lieu de nourrir la moindre crainte, ni de céder à une quelconque panique, diversion ou intimidation. /-



*Luc Magloire
Mbarga Atangana*

DOUALA EN CRISE POST-ELECTORALE

Le maintien de l'ordre à l'épreuve de la confiance populaire

Entre rejet, méfiance et dialogue, les forces de sécurité face à leurs défis
Par Achille ASSAKO

Les heures qui ont précédé et suivi la proclamation des résultats de l'élection présidentielle d'octobre 2025 à Douala ont offert un tableau complexe et contrasté des relations entre les forces de l'ordre et la population. Une séquence violente, marquée par des émeutes, des marches de protestation et des pillages, a mis en lumière une crise de confiance profonde, mais aussi des enseignements précieux sur les voies à suivre pour un maintien de l'ordre respectueux des citoyens.

- La défiance envers la police et l'épisode tragique de la gendarmerie

Après le ballon d'essai du Jeudi 23 Aout avec l'appel à rester chez soi lancé par l'Union Pour le Changement (UPC), le climat social et sécuritaire dans la ville de Douala n'a plus été que de plus en plus tendu. Dès l'après-midi du dimanche 26 octobre, cette fois à l'appel du candidat Issa TCHIROMA à ses partisans de sortir manifester pacifiquement sa « victoire », des scènes filmées de quasi-lynchage de policiers par des manifestants excédés ont montré l'existence d'une fracture abyssale.

Le point de rupture le plus dramatique fut sans conteste le pillage de la brigade de gendarmerie de NKOLOLOUN. Cet acte, d'une gravité exceptionnelle, est survenu en réaction à une accusation lourde : des gendarmes de cette unité auraient tiré à balles réelles sur des manifestants, tuant quatre personnes dont un jeune qui d'après plusieurs témoins ne manifestait pas et « était sorti pour regarder le match Réal de Madrid-FC Barcelone ». Cet événement aura eu le mérite de jeter une lumière crue sur les conséquences potentiellement désastreuses de l'usage de la force létale, alimentant un cycle infernal de violence et de vengeance. Par ailleurs, toujours dans le même quartier du 2e arrondissement de Douala, des véhicules de police étaient incendiés, comme des symboles carbonisés d'une autori-



té rejetée. La colère semblait dirigée de manière spécifique contre certaines unités, perçues comme étant aux avant-postes d'une répression jugée arbitraire.

- Une confiance nuancée et le cas édifiant de l'armée

Pourtant, le tableau n'est pas uniformément sombre. De manière frappante, ce même dimanche 26 Octobre soir, alors que certaines unités de gendarmerie étaient prises pour cible, d'autres véhicules de la même institution étaient escortés, voire acclamés par les manifestants. Cette différence de traitement suggère une perception nuancée de la gendarmerie au sein de la population, où la confiance, bien que fragile, n'a pas été entièrement rompue, contrairement à celle liant la population de manifestants à la police.

La leçon la plus édifiante est venue du déploiement de l'armée le 28 octobre alors que depuis la veille, des violence, pillages et saccages éclataient un peu partout dans la ville après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle par le Conseil Constitutionnel. Face à une situation explosive, les militaires qui pourtant ne sont pas dévolus au maintien de l'ordre mais à la guerre ont pourtant opté pour une stratégie radicalement différente. Au lieu de tirer à tout va sur les manifestants ou les vandales, on les aura vu instaurer un dialogue

direct avec la population qui compte en son sein des manifestants et même des vandales dont des centaines seront interpellés et conduits en détention. Cette approche, fondée sur l'écoute et la recherche d'une désescalade par la parole, a ramené les tensions « à leur plus simple expression », selon de nombreux observateurs. En 24h tout juste. Le contraste avec les jours précédents était saisissant.

C- Perspectives : Vers un nouveau paradigme du maintien de l'ordre

Les événements de Douala tracent une feuille de route claire pour l'avenir des forces de maintien de l'ordre au Cameroun.

1. Abandon de la logique purement répressive : L'usage de la force (avec le slogan « force reviendra à la loi ») en particulier des armes à feu, dans le contrôle des foules s'est révélé contre-productif, attisant plutôt la violence au lieu de l'éteindre. L'épisode de NKOLOLOUN doit servir de cas d'école pour un changement de doctrine.

2. La priorité au dialogue et à la médiation : Le succès immédiat de l'intervention de l'armée démontre l'efficacité supérieure du dialogue. Les forces de l'ordre doivent être formées de manière intensive aux techniques de médiation, de communication non-violente et de gestion pacifique des conflits. Leur rôle doit

être repensé comme celui d'intermédiaires et de protecteurs, et non seulement de répresseurs, casquette que certaines autorités administratives extrémistes et hommes politiques souhaitent bien privilégier. Sur les réseaux sociaux, Une vidéo d'un officier du Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) à Garoua Boulaï entretenant nuitamment des manifestants et recueillant leur adhésion à l'idéal de paix, ainsi que celle d'un General d'armée discutant et recevant les youyous des émeutiers et des populations dans les rue de New-Bell à Douala sont assez évocatrices.

3. Restaurer la confiance par le professionnalisme et la proximité : La défiance envers la police (à Douala comme cela fut le cas dans certaines localités comme à Bertoua) et la méfiance relative envers la gendarmerie ne pourront être surmontées que par un effort concerté de professionnalisme, de transparence et de proximité. Des programmes de police de proximité, une communication transparente sur les incidents (et Dieu sait combien les populations en veulent parfois aux policiers pour les supposés abus) et une responsabilité stricte en cas de bavures sont indispensables.

4. S'inspirer des bonnes pratiques : L'approche des forces armées à Douala ou à Mbouda doit être analysée et intégrée dans la formation de toutes les forces de sécurité. La protection des biens et des personnes passe d'abord par la sécurisation du lien de confiance avec la population, pour bâtir et consolider le fameux lien « Armée - Nation » cher au chef suprême des armées du Cameroun.

En conclusion, la crise post-électorale à Douala a été un révélateur cruel des failles du système actuel de maintien de l'ordre. Elle a aussi, paradoxalement, ouvert une fenêtre d'opportunité. En montrant la voie du dialogue, l'intervention de l'armée a prouvé qu'une autre manière de faire est possible et est surtout plus efficace. L'avenir de la sécurité publique au Cameroun repose sur sa capacité à tirer les leçons de ces journées tragiques et à opérer une transition courageuse vers un modèle où l'autorité se gagne par le respect et non par la seule force.

DOUALA, OTAGE DE SES MOTOS

Le vacarme d'une ville en déclin silencieux

Douala étouffe. Sous le gronde-ment incessant des moteurs, la cité économique du Cameroun s'est muée en un vaste capharnaüm mécanique où la loi du plus rapide a remplacé celle du bon sens. Chaque jour, des milliers de motos envahissent les rues, bousculent les piétons, ignorent les feux rouges et imposent leur chaos comme une normalité. Ce qui n'était qu'un phénomène de commodité s'est transformé, à force de laisser-faire, en un fléau urbain.

En 2012, la métropole comptait à peine quarante mille motos. Aujourd'hui, elles sont plus de cent mille à régner sur les artères, les carrefours et même les trottoirs. Les motos ne sont plus un simple moyen de transport : elles sont devenues un symbole d'impuissance publique, le miroir d'une administration qui a préféré l'indulgence à la gouvernance.

Leur prolifération n'est pas le fruit du hasard. Elle est la conséquence directe d'un attentisme institutionnalisé, d'une « *tolérance administrative* » érigée en mode de gestion. Sous couvert d'accommodement social, on a laissé prospérer un désordre tolé-



ré, jusqu'à ce qu'il devienne une culture. Et la culture du désordre, c'est toujours la porte ouverte au chaos.

Les motos ont redessiné la ville. Elles ont créé leur propre cité, avec leurs propres lois, leurs propres chefs, leurs propres zones d'influence. Les syndicats de mototaxis sont devenus des forces sociales capables de paralyser un quartier, d'imposer des « *trêves* » ou de provoquer des affrontements au moindre incident. Dans certains arrondissements, l'autorité municipale s'efface devant celle des camps

rivaux. Douala vit dans la crainte d'une étincelle — celle qui transformera une simple altercation en embrasement urbain.

Et comme si cela ne suffisait pas, les motos se sont infiltrées jusque dans l'intime des familles : cortèges funèbres tapageurs, défilés d'engins pétaradants escortant des cercueils d'illustres inconnus, spectacles sonores travestis en hommages populaires. À Douala, même la mort n'échappe plus au vacarme.

Il est temps de dire les choses avec gravité : aucune ville au monde ne s'est développée avec

les motos. Les grandes métropoles se sont bâties sur la planification, la régulation, la discipline urbaine. Douala, elle, s'enfonce dans un désordre qu'elle baptise « *tolérance* ». Or, la tolérance de l'inacceptable n'est pas un signe de paix : c'est une démission.

Les autorités locales, municipales et gouvernementales doivent entendre ce cri d'alarme. Elles doivent cesser de fermer les yeux sous prétexte de préserver la paix sociale. Car la paix sans ordre n'est qu'une illusion. Le désordre qu'on accepte aujourd'hui au nom du « *vivre-ensemble* » prépare les crises de demain — celles-là mêmes qui, après chaque élection, rappellent combien l'impuissance du pouvoir nourrit la colère des rues.

Douala mérite mieux que le vacarme des pots d'échappement et la loi du plus bruyant. Elle mérite une vision, une politique urbaine ferme, un retour à la beauté des villes qui respirent, qui se respectent, qui se développent. Le temps n'est plus à la tolérance : il est à la reconquête de la cité.

Auréole TCHOUMI

Spécialiste en

Communication Publique

Peuple camerounais



Ce message appelle à la responsabilité citoyenne et au respect du cadre démocratique tout en reconnaissant les multiples dimensions des conséquences des actes post-électoraux. Il est pensé pour mobiliser positivement le peuple camerounais autour de la paix et du développement inclusif, conformément aux enjeux actuels et aux appels récents des autorités nationales et des organisations de la société civile au Cameroun.

En ces temps où notre nation

est confrontée à des épreuves post-électorales, il est urgent de regarder en face les conséquences des violences et des casses qui secouent notre pays. Ces événements ne sont pas seulement des actes isolés qui détruisent des biens matériels ; ils portent atteinte à notre tissu social, affaiblissent notre économie, ébranlent notre démocratie, et dégradent notre environnement.

Sur le plan socio-économique, chaque destruction d'infrastructure, chaque commerce fermé, chaque emploi perdu creuse davantage les inégalités que, les

veulent éradiquer et ralentit notre marche vers le progrès et le développement. Nos familles en souffrent, nos jeunes versés dans les rues hypothèquent leurs espoirs. Moralement et socialement, ces violences fracturent notre cohésion, installent la peur et la méfiance, et aggravent les blessures profondes au sein de nos communautés.

Politiquement, la violence post-électorale fragilise la confiance dans nos institutions, elle remet en cause la légitimité de nos élus et met à mal le vivre-ensemble qui fonde notre République. Sur le plan environnemental, les dégâts infligés à nos espaces urbains et naturels compromettent notre cadre de vie et notre avenir. Pour que l'histoire nous juge dignes, chacun doit prendre conscience de sa responsabilité individuelle et collective.

Car, éviter la violence ne signifie pas renoncer à ses opi-

nions ou à ses convictions ; cela signifie choisir la voie du dialogue, du respect des lois et de la démocratie. C'est par ce chemin que nous pouvons construire une paix durable, favorable à l'épanouissement de tous.

Nous sommes un peuple riche de diversité et de potentiel. Faisons en sorte que notre héritage soit celui du courage, de la sagesse et de la responsabilité citoyenne. Le Cameroun a besoin de chacun de ses enfants pour écrire une page nouvelle, loin des déchirements et tournée vers l'espoir et le développement partagé.

Agissons avec discernement, dans le respect de nos lois et de nos valeurs communes. Le temps est venu pour nous de bâtir ensemble un avenir où la paix et la prospérité seront le patrimoine de tous.

Vive le Cameroun.

Dr N.M.E

FRILOSITÉ DIPLOMATIQUE AVEC LA PROCLAMATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 12 OCTOBRE 2025



Le Service Diplomatique de l'Union européenne



Haut-commissariat du Can...

5 min ·



EEAS >
Cameroun : Déclaration du porte-parole sur l'élection présidentielle

PARTAGER IMPRIMER

Cameroun : Déclaration du porte-parole sur l'élection présidentielle

28.10.2025 Bruxelles, Belgique
EEAS F Copier Traduire >

L'Union européenne prend note de la proclamation des résultats de l'élection présidentielle par le Conseil constitutionnel le 27 octobre 2025.

Elle rappelle que son partenariat avec le Cameroun, partenaire de longue date de l'Union européenne,

Le Canada prend note des résultats de l'élection présidentielle proclamés par le Conseil constitutionnel le 27 octobre. Nous sommes profondément préoccupés par les violences survenues ces derniers jours et déplorons les pertes de vies humaines. Le Canada réitère l'importance de protéger les libertés fondamentales, notamment la liberté de réunion pacifique, la liberté d'expression et la liberté de la presse. Nous appelons toutes les parties à agir de manière responsable et à résoudre les différends par le dialogue.

Partenaire de longue date du peuple camerounais, le Canada demeure engagé à collaborer avec le Cameroun sur des enjeux d'intérêt commun, dans un esprit de prospérité et de sécurité partagées.

#Cameroon #Canada

Les ténors de la communauté internationale semblent prendre du recul avec la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025.

Après avoir constaté leur absence quasi générale à l'audience de proclamation des résultats qui s'est tenue

le 27 octobre 2025 contrairement à leur présence remarquée à toutes celles précédentes, leurs premières déclarations se caractérisent par un certain lissage terminologique.

C'est le cas des derniers messages de l'Union Européenne et du Canada.

On peut y lire l'expression utilisée : "L'Union

Européenne, Le Canada ...Prend note de la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025". Alors qu'usuellement on félicite le vainqueur en "Prenant acte de son élection"

En effet dans le langage diplomatique :

- PRENDRE NOTE signifie en quelque sorte enre-

gistré, constaté, vu. C'est une constatation sur la forme d'un événement, d'un fait.

- PRENDRE ACTE quant à lui renvoie à une prise en compte d'un fait, d'un événement.

Christian Ntimbane Bomo

Président Exécutif Parti HÉRITAGE

DÉCLARATION DU PORTE-PAROLE DU MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Situation électorale au Cameroun

La France suit avec la plus grande attention l'évolution de la situation au Cameroun.

La France a pris note de la proclamation des résultats de l'élection présidentielle par le Conseil constitutionnel le 27 octobre 2025.

Elle est particulièrement préoccupée par les tensions post-électorales et la répression violente des manifestations qui ont eu lieu ces derniers jours. Plusieurs civils ont perdu la vie par arme à feu et

des centaines de personnes ont été blessées.

La France appelle les autorités camerounaises à garantir la sécurité et l'intégrité physique de tous les citoyens camerounais.

La France appelle également tous les acteurs à la retenue et à un dialogue constructif permettant de ramener paix, sécurité et sérénité au peuple camerounais.

A ce titre, il nous paraît essentiel que la démocratie, les libertés fondamentales et l'État de droit soient scrupuleusement respectés et que toutes les personnes

détenues arbitrairement depuis le début du processus électoral soient libérées afin de préserver la cohésion nationale.

La sécurité de nos compatriotes est enfin au cœur de nos préoccupations. L'Ambassade de France à Yaoundé et le consulat général de France à Douala sont pleinement mobilisés et suivent avec la plus grande attention la situation de nos concitoyens au Cameroun.

SERVICE DE PRESSE

Sous-direction du porte-parolat

La France « préoccupée » par la situation sécuritaire au Cameroun

Le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères affirme suivre les événements « avec la plus grande attention »

La France se dit « particulièrement préoccupée » par la situation sécuritaire au Cameroun, dans un communiqué de presse diffusé mercredi soir par le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

Paris indique avoir « pris note de la proclamation des résultats de l'élection présidentielle par le Conseil constitutionnel le 27 octobre 2025 » mais reste « particulièrement préoccupée par les tensions post-électorales et la répression violente des manifestations qui ont eu lieu ces derniers jours ».

Relevant que « plusieurs civils ont perdu la vie par arme à feu » et que « des centaines de personnes ont été blessées », le Quai d'Orsay « appelle les autorités camerounaises à garantir la sécurité et l'intégrité



physique de tous les citoyens camerounais ».

« La France appelle également tous les acteurs à la retenue et à un dialogue constructif permettant de ramener paix, sécurité et sérénité au peuple camerounais » poursuit le communiqué tout en rappelant qu'il est essentiel que « la démocratie, les libertés fondamentales et l'État de droit soient scrupuleusement respectés ».

Et de conclure : « La sécurité de nos compatriotes est enfin

au cœur de nos préoccupations. L'Ambassade de France à Yaoundé et le consulat général de France à Douala sont pleinement mobilisés et suivent avec la plus grande attention la situation de nos concitoyens au Cameroun ».

Ces déclarations interviennent alors que les résultats annoncés lundi par le Conseil constitutionnel indiquent que le président Paul Biya a été réélu avec 53,66 % des voix, obtenant ainsi un huitième mandat et prolongeant son

règne de 43 ans en tant que président en exercice le plus âgé au monde.

Son opposant, Issa Tchiroma Bakary a revendiqué la victoire lors de l'élection du 12 octobre. Ses partisans, répondant à son appel à manifester dimanche, ont été confrontés aux forces de sécurité avant l'annonce des résultats, ce qui a entraîné la mort d'au moins quatre civils.

Feïza Ben Mohamed

VIOLENCES POST-ÉLECTORALES

L'économe est quasiment à l'arrêt

Au Cameroun, des stations-service ont été incendiées et des commerces sont fermés. Les transporteurs, pour beaucoup basés dans le nord du pays, ne reprennent pas le travail pour des raisons de sécurité.

Cela pourrait engendrer des difficultés d'approvisionnement, estime Al Hadji Djika, président de l'intersyndicale Union pour le transport. « Si la situation perdure, automatiquement, il y aura des pénuries, en commençant par le carburant, et puis les denrées alimentaires de première nécessité, précise-t-il. Nous restons prudents, nous souhaitons que les transporteurs garent les camions en sécurité en attendant que le ciel s'éclaircisse. »

Source : Rfi



CAMEROUN

En raison des violences post-électorales, les milieux économiques commencent à s'inquiéter.

L'économie est quasiment à l'arrêt, la grande majorité des entreprises sont fermées et très peu de transports circulent

Pauvre Cameroun !!!!

Par **FO'O Sokoudjou Chendjou II***

Ce pays pour lequel j'ai tout donné depuis 1955... Je pleure, les larmes descendent dans mon ventre, car j'estime qu'il mérite mieux.

Ces dernières heures, j'ai l'impression que mon pays est entré dans une phase tumultueuse de son histoire, et c'est très déplorable.

Tout d'abord, je voudrais m'incliner devant la mémoire de ces Camerounais qui sont en train de perdre leurs vies dans cette situation regrettable et qu'on pouvait éviter, alors qu'ils ne demandaient qu'à être protégés, encadrés, éduqués pour être utiles au Cameroun de demain. Des morts de plus, des morts de trop, dont je souhaite qu'elles ne soient pas des morts inutiles.

À ces jeunes gens qui sont descendus dans les rues, et dont je peux comprendre le degré de colère malgré quelques dérives, je condamne fermement toute forme de violence, d'où qu'elle vienne. S'attaquer aux biens publics ou privés, piller les biens d'autrui dénature le sens de votre combat noble, jette un sérieux discrédit sur vos revendications légitimes, et c'est inacceptable. Brûler des écoles en pleine année académique est criminel, car cela fait plus de mal aux enfants inscrits dans cet établissement qu'au propriétaire. Incendier des palais de justice, c'est ouvrir des portes à l'injustice que nous dénonçons. Exprimer votre colère de manière pacifique et ordonnée me semble plus porteur.

À vous qui tenez encore les manettes de la gouvernance de ce pays, je vous



invite à un minimum d'humilité, de respect vis-à-vis de ce peuple dont vous avez la charge. Regardez jusqu'où votre arrogance, votre mépris, votre zèle ont conduit tout un pays. Le peuple se sent trahi, abusé et abandonné, et le résultat est ce ras-le-bol manifesté depuis 72 h. Mettez de côté votre orgueil et ayez une oreille attentive aux cris, aux pleurs du peuple qui ne demande qu'un meilleur vivre et la vérité.

La situation que traverse notre pays depuis quelques jours nous pousse, si l'on a encore un peu d'amour pour ce pays, à marquer un temps d'arrêt, à nous poser les bonnes questions sur la situation et l'avenir de ce pays que les pères fondateurs nous ont légué. Le contrat social est questionnable, et tout laisse à croire qu'il règne désormais un climat de méfiance entre le peuple et ses dirigeants.

Je pense qu'il est plus qu'urgent que les Camerounais se parlent, se pardonnent, se tolèrent, se réconcilient et mettent en place les conditions d'une paix durable. Cela n'est possible que si l'on se regarde dans les yeux, que l'on se dise les vérités pour apaiser les cœurs et établir la justice pour tous.

Ce que j'ai vu et entendu ces 72 dernières heures me chagrine et n'est pas de nature à rassurer, mais me convainc que beaucoup de plaies restent ouvertes, et nous devons courageusement les nettoyer, les soigner pour qu'elles se cicatrisent avant de transmettre cet héritage aux générations futures. Il nous appartient, ce pays ; nous devons le protéger, et chacun se doit de jouer sa partition.

J'ai suivi avant-hier les juges suprêmes déclarer un vainqueur de l'élection présidentielle. J'ose croire qu'au-

delà de tout, chacun est seul devant sa conscience. Depuis lors, une psychose traverse tout le pays. Le peuple envoie un message à ses dirigeants, et il faut le décrypter. Le malaise est profond, et il faut l'aborder sans haine ni rancune si nous aimons ce pays. Je pleure, car ce n'est pas ce pays-ci que nous vivons aujourd'hui que nous avons rêvé en 1955. Il incombe à celui qui a encore le pouvoir de créer les conditions pour ramener la vraie paix dans ce pays, de rétablir un climat de confiance entre le peuple et les dirigeants, car le doute semble s'installer et le peuple ne croit plus à rien. À contrario, il en portera la responsabilité devant l'Histoire d'avoir laissé cette situation s'empirer.

La guerre du NOSO nous édifie à suffisance sur les conséquences de l'arrogance, du mensonge, du mépris, de la condescendance : le Cameroun ne peut plus se permettre un nouveau front, car il n'y a aucun honneur à avoir une victoire sur son peuple en exerçant la force, la répression et les arrestations.

Chacun peut bien se faire l'illusion de se cacher derrière son petit doigt pour échapper à la justice des hommes, mais ce qui est certain, personne n'échappera à la justice divine et répondra seul de ses actes.

Que les dieux de nos ancêtres veillent sur le Cameroun, apaisent le cœur de chacun et donnent de mettre le Cameroun au-dessus de vos intérêts égoïstes.

Ce 29 octobre 2025

***NB : J'ai expressément autorisé la traduction de ce texte sans rien changer de ma pensée, pour faciliter la compréhension de tous.**

FOTSING NZODJOU

«Le Cameroun saigne et vous riez »

Le Cameroun brûle et vous riez.

Le peuple pleure et vous partagez des photos de vos repas.

Les rues hurlent et vous postez des citations de paix hypocrite.

Les morts s'entassent et vous débattiez sur la taille de vos privilèges.

Vous avez fait du sang un spectacle,

De la douleur une distraction,

De la honte un divertissement national.

Vous, les repus du pouvoir,

Les ventres ronds d'indifférence,

Les juges des réseaux, les philosophes du confort,

Vous parlez de stabilité pendant que la faim tue,

Vous parlez d'unité pendant que le pays s'effondre,

Vous parlez de paix mais vos mains sentent la poudre.

Le peuple casse ? Oui, il casse.

Parce qu'on l'a trop brisé !

Parce qu'on a tué sa patience,

Parce qu'on a piétiné sa dignité,

Parce qu'à force de tout supporter,

Il n'a plus que la rue pour exister.

Et vous, dans vos salons climatisés,

Vous jugez, vous ricaniez, vous moralisez.

Mais vous ne savez rien du prix du silence.

Vous ne savez rien du ventre vide qui se tait depuis trop longtemps.

Vous parlez de vandalisme,

Mais le vrai vandalisme, c'est d'avoir détruit les écoles.

C'est d'avoir ruiné les hôpitaux.

C'est d'avoir volé les



urnes, étouffé la vérité,

Et transformé la République en cimetière moral.

Vous parlez d'ordre,

Mais l'ordre sans justice, c'est la tyrannie.

Vous parlez de discipline,

Mais la discipline de la peur, c'est la servitude.

Et vous, mes frères en uniforme,

On vous a donné des fusils pour défendre la patrie,

Pas pour viser vos frères dans le dos.

Chaque balle que vous tirez, c'est un bout du drapeau qui se déchire.

Chaque cadavre est une trahison de votre serment.

Vous obéissez ? Oui.

Mais l'obéissance n'est pas une excuse pour l'inhumanité.

Regardez-vous dans un miroir :

Vous tirez sur des enfants qui crient ce que vos propres enfants pensent tout bas.

Vous tuez le peuple, et le pouvoir vous oubliera dès

demain.

Et vous, les manipulateurs des foules,

Les propagandistes en mission de haine,

Les menteurs à gage, les intellectuels domestiqués,

Vous salissez les consciences pour un poste, une enveloppe, une audience.

Vous répétez la propagande comme une prière sans foi,

Et vous appelez cela patriotisme.

Mais le vrai patriotisme, c'est de dire la vérité quand tout le monde ment.

Le Cameroun n'est pas pauvre,

Il est pillé.

Le Cameroun n'est pas divisé,

Il est délibérément fracturé.

Le Cameroun n'est pas silencieux,

On lui a volé la voix.

Et pendant que vous trinquez dans vos villas,

Le peuple creuse sa propre tombe à la machette.

Vous vous moquez de sa colère,

Mais c'est votre mépris qui l'a créée.

Les morts s'empilent dans les rues de la honte.

Les prisons débordent de visages innocents.

Les riches se barricadent derrière des murs de peur.

Et le pays s'effrite comme un vieux drapeau sous la pluie.

Mais vous continuez de dire : "Tout va bien."

Tout va bien ?

Quand le peuple a faim, quand la jeunesse s'exile, quand les consciences fuient ?

Tout va bien ?

Quand le mensonge est devenu politique d'État ?

Non !

Tout ne va pas bien.

Tout s'écroule.

Et vous regardez, indifférents, rassasiés, aveuglés.

Un jour, vos rires s'éteindront.

Vos privilèges s'effondreront.

Et vous comprendrez que personne ne sort indemne d'un pays qui s'effondre.

Ni les bourreaux, ni les complices, ni les silencieux.

Le Cameroun saigne.

Et le sang ne sèche pas sur les mensonges.

Ce sang crie dans la terre, Il accuse, il nomme, il se souviendra.

Alors riez encore, moquez-vous, justifiez.

Mais sachez ceci :

Le peuple ne meurt jamais.

Il attend.

Et quand il se lèvera,

Vos titres, vos grades, vos villas, vos privilèges,

Ne vaudront plus rien.

Le Cameroun saigne et vous riez.

Mais la colère approche.

Et cette fois,

Elle ne demandera plus la permission.

Les Guichets Automatiques de Banque (GAB)

Pour offrir un accès permanent à leur argent, la Scb Cameroun a investi dans l'installation des guichets automatiques de banque (GAB) à travers le triangle national. Au total, c'est un Parc de 130 GAB au 20 octobre installés dans les agences et sur les sites à forte affluence tels que des stations-service, des supermarchés, et au sein de certaines institutions notamment le Mindef, Base Navale.

Ces machines permettent de retirer de l'argent à tout moment, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Quels services sont disponibles aux GAB de votre banque ?

Presque toutes les agences bancaires disposent de GAB. Ces guichets automatiques, en plus du retrait d'argent, proposent une multitude de services comme :

- le retrait en cash des billets de banque
- la consultation du solde et de l'historique du compte ;
- l'impression d'un RIB ;

Souvent, tous les clients de la banque et pas seulement ceux de l'agence ont accès à ces fonctionnalités pratiques pour gérer leurs finances au quotidien. Pour utiliser un GAB, vous



devez avoir une carte bancaire et saisir votre code confidentiel.

Peut-on utiliser les GAB des autres banques ?

Grâce à l'interbancaire, un système d'échange de données informatiques, les GAB des différentes banques sont accessibles aux non-clients. Cela signifie que vous pouvez retirer de l'argent à un guichet d'une autre banque, et l'opération sera bien débitée sur votre compte.

Cependant, les coûts liés à ces transactions peuvent être élevés. Il

est recommandé de n'utiliser les GAB d'autres banques qu'en cas de nécessité. De plus, lorsque vous utilisez un GAB qui n'appartient pas à votre banque, seules les fonctions de retrait d'argent sont généralement disponibles. Les fonctions comme la consultation de compte ne sont pas accessibles. En outre, si vous utilisez fréquemment les GAB d'autres banques, votre propre banque peut vous facturer ces opérations après un certain nombre d'utilisations.

Quelle réflexe sécurité lors de

l'utilisation des GAB/DAB ?

Lorsque vous utilisez un GAB/DAB, voici quelques précautions :

Protégez votre code PIN : Assurez-vous que personne ne peut voir votre code PIN en le tapant. Utilisez votre main libre pour cacher le clavier pendant que vous entrez votre code.

Soyez vigilant aux alentours : Faites attention aux personnes qui se tiennent trop près de vous ou qui semblent surveiller vos actions. Si quelqu'un est trop proche, demandez-lui poliment de s'éloigner ou annulez la transaction.

Vérifiez l'appareil : Avant d'utiliser un GAB, inspectez-le pour détecter tout dispositif suspect ou modifié. Les arnaques au skimming, où des appareils illégaux capturent les informations de votre carte, sont courantes.

Préférez les GAB situés dans des lieux bien éclairés et sécurisés : Utilisez de préférence les GAB situés à l'intérieur des agences bancaires ou dans des endroits bien éclairés et surveillés, surtout la nuit.

Soyez discret : Après avoir retiré de l'argent, rangez-le immédiatement sans compter les billets en public. Cela minimise les risques d'attirer l'attention.



SCB Cameroun
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

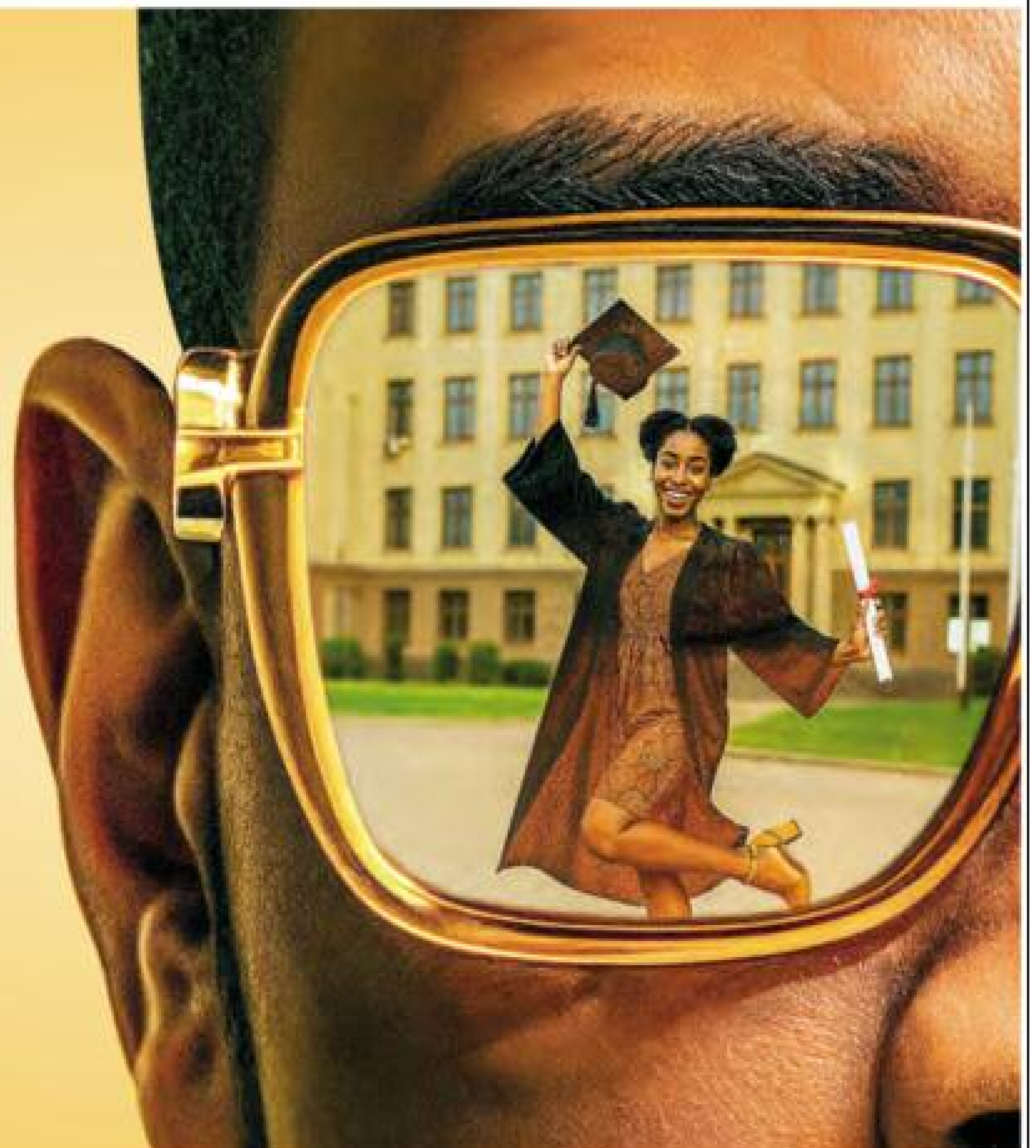
**CHANGEZ
D'AVIS SUR LES
RENTRÉES!**

SCB SUKUL

JUSQU'À 10 000 000 FCFA

**DIFFÉRÉ
03 MOIS**

**DUREE : 10 MOIS
RENOUVELABLE**

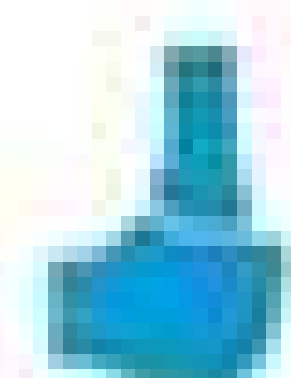




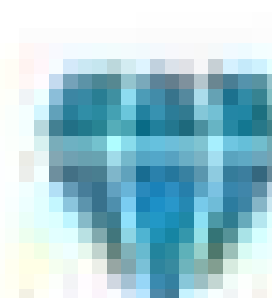
Nouveaux Bouchons



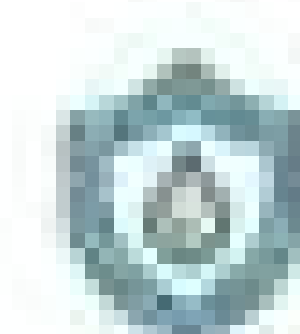
Écologiques



Ergonomiques



Solides



Étanches

FORMATS
DISPONIBLES
0,35L & 1,20L



FORMATS
DISPONIBLES
0,35L & 1,20L



FORMATS
DISPONIBLES
0,35L & 1,20L



FORMATS
DISPONIBLES
0,33L & 0,5L



SOURCE
DU PAYS

www.sourcedupays.com

